



SOCIÉTÉ

INFLATION

LES ÂÎNÉS. EN PREMIÈRE LIGNE

▶ 2-3

SANTÉ



CANNABIS
UN AUTRE PUBLIC
LE PLÉBICITE

▶ 5

JUSTICE



MARY MOREAU
UNE NOMINATION
HISTORIQUE

▶ 7

HISTOIRE



PAIX
UN MOT ILLUSOIRE?

▶ 10

CHRONIQUE



AFRIQUE
ÉCONOMIE RIME
AVEC DIPLOMATIE

▶ 12

ÉDUCATION



LA JEUNESSE
SE CHERCHE
UNE VOIE

▶ 14

PROVINCIAL

JUSTICE
L'AJEFA
S'ATTAQUE AU
HARCÈLEMENT SEXUEL

▶ 8

PROVINCIAL

ÉCONOMIE
PME
L'ALBERTA,
UNE TERRE FERTILE

▶ 13

CALGARY

ÉDUCATION
À SILVERADO
PREMIÈRE BRIQUE
D'UNE FUTURE ÉCOLE
FRANCOPHONE

▶ 15



↑ La villa Jean-Toupin (à gauche) et la paroisse Sainte-Famille (à droite) sont deux bâtiments liés à la francophonie albertaine. Photo : Arnaud Barbet



↑ Les loyers de la Société des Manoirs sont fixés à 30% des revenus des locataires à la résidence Saint-Joachim (ci-dessus) comme à celle de Saint-Thomas. Photo : Courtoisie

LE LOGEMENT ABORDABLE, UNE RUÉE VERS L'OR POUR LES PERSONNES ÂGÉES

En marge de la pénurie de logements locatifs en Alberta et de la montée en flèche des coûts de chauffage et d'électricité, les personnes âgées qui perçoivent un revenu fixe ou qui sont peu fortunées se trouvent confrontées à des difficultés croissantes. Les résidences à loyer modique sont de plus en plus sollicitées, à la fois par des demandeurs francophones et anglophones, mais offrent une solution viable pour autant qu'il y ait des places disponibles.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

PEU NANTI

Qui dispose de peu de
moyens financiers



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Le tableau d'ensemble semble préoccupant : en Alberta, le taux de croissance annuel des loyers pour les appartements construits à des fins locatives et pour les condominiums a atteint 15,3% en septembre dernier. En outre, le prix moyen d'un loyer pour un appartement s'élève maintenant à 1663\$, indique Rentals.ca dans son dernier rapport. Pour mettre ce chiffre en perspective, en septembre 2022, le prix moyen d'un logement affiché était estimé à 1367\$.

Cette tendance à la hausse se reflète inévitablement sur les logements destinés spécifiquement aux personnes âgées. Par exemple, l'entreprise sans but lucratif Silvera for Seniors, située dans le sud-ouest de Calgary, a annoncé



« ON PEUT SE PERMETTRE DE PERDRE DE L'ARGENT PENDANT UN AN, MAIS ÉVENTUELLEMENT ON DEVRA S'AJUSTER. »
Jean Fournet



« MALGRÉ LA DEMANDE, NOUS AVONS DES SUITES QUI SE LIBÈRENT RÉGULIÈREMENT DANS NOS DEUX IMMEUBLES. »
Roch Labelle



↑ L'entrée de la résidence Saint-Thomas de la Société des Manoirs. Photo : Courtoisie

à ses locataires une augmentation de 46% du coût de leurs appartements abordables en septembre, comme le rapportait le Calgary Herald. Une situation qui est loin d'être unique dans la province et qui accentue la pression sur les aînés, soutient Jean Fournet, trésorier de la Société Franco-Canadienne de Calgary (SFCC). «Les gens qui ont un revenu fixe à travers le Régime de pensions du Canada et la pension de la Sécurité de la vieillesse ont souvent très peu d'autres actifs à leur nom. Ça cause un énorme problème parce que les loyers continuent à augmenter tout comme le coût de la vie», analyse-t-il.

ASSIS ENTRE DEUX CHAÎSES

À la villa Jean-Toupin, une résidence dont la SFCC est propriétaire et qui a pour mission d'offrir des appartements abordables à des francophones de 65 ans et plus, les loyers ont connu une augmentation de «seulement» 6,9% en avril dernier. Cependant, cette hausse ne suffit pas à couvrir les dépenses de la société sans but lucratif. «Nous allons faire une perte», lance Jean Fournet. Il pointe ainsi vers une autre pièce du casse-tête. Certains propriétaires se trouvent face à un dilemme déchirant : ils cherchent tant bien que mal à maintenir des loyers abordables pour leurs locataires, mais doivent aussi faire face à des coûts croissants qui pèsent sur leurs finances.

«Dans notre cas, nous fournissons le logement, mais nous payons aussi pour l'eau, l'électricité, le chauffage, les réparations. Ces services subissent une inflation incroyable depuis un an», témoigne le trésorier de la SFCC. Face à cette situation, la villa Jean-Toupin n'aura d'autres choix que d'augmenter à nouveau le prix de ses loyers. «On peut se permettre de perdre de l'argent pendant un an, mais éventuellement on devra s'ajuster. Nos opérations doivent au moins être au seuil de la rentabilité», ajoute Jean Fournet.

Néanmoins, l'espoir est de maintenir cette prochaine hausse aussi basse que possible puisque les locataires de la résidence n'ont pas les moyens de supporter une augmentation importante. En moyenne, ils perçoivent un revenu annuel de 25 000\$, une somme insuffisante pour accéder au marché traditionnel du logement. «Nos loyers sont très bas pour

l'industrie, au moins 40 ou 50% moins chers que les bâtiments privés», rappelle le trésorier.

QUAND JE ME COMPARE, JE ME CONSOLE

À Edmonton, la situation n'est pas bien différente de celle de Calgary. La Société des Manoirs Saint-Joachim et Saint-Thomas, qui propose deux résidences aux aînés d'expression française, a vu la demande pour ses services augmenter depuis deux ans. «Lorsqu'on est sorti de la pandémie, on a remarqué une recrudescence dans le nombre d'applications autant chez les francophones que chez les anglophones», souligne l'administrateur Roch Labelle.

Ce phénomène est complexe, explique-t-il, et il est dû à plusieurs facteurs dont les «pressions économiques, la hausse des loyers, l'inflation, ainsi que l'augmentation de la demande due à l'arrivée de nouveaux arrivants». Pour décrire la situation, Roch Labelle préfère d'ailleurs utiliser le terme «apocalypse» plutôt que «crise du logement». Il explique que la réalité est plus grave qu'on ne le pense, en particulier pour les personnes âgées à revenu fixe confrontées à une forte concurrence avec d'autres groupes vulnérables et **peu nantis**, tels que les étudiants et les nouveaux arrivants.

Dans ce contexte, il souligne que le réseau public de logement abordable pour les aînés présente des avantages par rapport au marché locatif traditionnel, surtout grâce aux critères de revenu. «La limite du revenu annuel pour se qualifier frôle presque un revenu de «basse classe moyenne». Je déteste utiliser ce terme, mais mon point, c'est qu'il y a plus de gens qu'on pense qui sont admissibles au logement abordable», note Roch Labelle. À Edmonton, les personnes âgées peuvent être admissibles avec un revenu individuel allant jusqu'à 44 000 \$, tandis qu'à Calgary, cette limite s'élève à 49 000 \$.

Tout comme à la villa Jean-Toupin, les loyers de la Société des Manoirs sont fixés à 30% des revenus des locataires. Roch Labelle lance d'ailleurs un appel aux aînés francophones en recherche de logements abordables à Edmonton. «Malgré la demande, nous avons des suites qui se libèrent régulièrement dans nos deux immeubles. Et on aimerait avoir encore plus de locataires d'expression française, alors gardez-nous en tête», dit-il. ▲



↑ Melissa From est la PDG de la Calgary Food Bank. Photo : Courtoisie



↑ La diététicienne Céline Bossé préconise une approche communautaire pour réduire l'insécurité alimentaire chez les aînés. Photo : Courtoisie

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR NOURRIR NOS AÎNÉS QUI VIVENT DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire chez les aînés albertains atteint des sommets préoccupants ces derniers temps, alors que les demandes de paniers alimentaires ont connu une croissance d'un bout à l'autre de la province. Pour y faire face, des initiatives de solidarité communautaire doivent être préconisées et commencent déjà à être mises en place au sein de la francophonie.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

À la banque alimentaire de Calgary, les demandes d'aide des aînés ont augmenté de 26,8 % sur une période de douze mois. Entre juillet et septembre 2023, ils étaient près de 2000 aînés à avoir recours aux services de la Calgary Food Bank, affirme la présidente-directrice générale de l'organisme, Melissa From. «Pour mettre cette situation en perspective, l'année dernière, on comptait environ 500 demandes de moins pour les mêmes dates», ajoute-t-elle.



« AVEC L'INFLATION, LES PERSONNES ÂGÉES FIGURENT PARMI LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES DE LA SOCIÉTÉ. »
Dicky Dikamba



↑ Les difficultés de mobilité des aînés est une des variables à considérer lorsque l'on parle d'insécurité alimentaire. Photo : Victoriano Izquierdo - Unsplash.com

La raison la plus fréquemment évoquée par les aînés lorsqu'ils formulent une demande d'aide alimentaire est le caractère insuffisant de leurs prestations de retraite annuelles fixes qui ne leur permettent pas de «couvrir toutes leurs dépenses». «Je pense que ce qu'on remarque, c'est qu'avec l'inflation, l'augmentation du prix des loyers et ce qu'on pourrait définir plus globalement comme l'augmentation générale du coût de la vie, les personnes qui ont un revenu fixe n'ont plus aucune marge de manœuvre financière», illustre Melissa.

En outre, parmi les clients âgés de la banque alimentaire, 18% sont encore sur le marché du travail, mais ne disposent pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Une situation qui pourrait s'améliorer si l'inflation se stabilise, estime ce pilier de l'entraide. «On constate déjà des signes de stabilisation, ce qui est encourageant, mais avec l'approche de l'hiver et l'augmentation des coûts de l'énergie, j'espère qu'on ne retombera pas à la case zéro», souligne-t-elle.

LES CAS DE FIGURE SONT NOMBREUX

La diététicienne en santé publique, Céline Bossé, rappelle de son côté que l'insécurité alimentaire peut s'exprimer de manière différente pour les personnes âgées par rapport à d'autres groupes et ne se limite pas nécessairement à l'idée de «sauter des repas» en raison de contraintes financières. «C'est du cas par cas, certaines conditions médicales et les enjeux de mobilité doivent absolument être pris en considération», témoigne-t-elle.

L'incapacité de se procurer des aliments sains et frais à proximité de son domicile peut, par exemple, tomber sous le parapluie de l'insécurité alimentaire. Selon la diététicienne, vivre dans un désert alimentaire, c'est-à-dire dans une zone sans épicerie ou marchés à proximité et sans accès à un moyen de transport, peut rendre la situation très difficile.

Un autre scénario courant pour les personnes âgées est la **lassitude** de cuisiner après des décennies à préparer trois repas par jour. En d'autres termes, ces aînés sont confrontés à de l'insécurité alimentaire, car ils sautent fréquemment des repas pour éviter la préparation de la nourriture. «Ça peut mener à la perte de poids et à la diminution de la masse musculaire, ce qui peut provoquer des chutes. Ce n'est pas optimal», renchérit Céline.

Pour éviter que ces scénarios perdurent, une approche communautaire a davantage à être mise en place, ajoute-t-elle. Par exemple, un groupe d'aînés pourrait désigner une personne de leur entourage pour faire des achats en grande quantité, puis partager les denrées entre eux et cuisiner des repas collectifs. Cette approche permet de réduire les coûts, de lutter contre l'isolement social et d'alléger la charge de travail individuelle de chacun, explique la diététicienne.

Mais Céline va encore plus loin. Elle envisage la création de jardins intergénérationnels qui permettraient aux aînés de partager leur savoir avec les plus jeunes et de partager les récoltes entre tous les participants à la fin de la saison de cueillette. «Pourquoi [ne] pas cuisiner des repas avec ce que l'on cueille et en faire profiter toute la communauté», suggère même la diététicienne.

DE L'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE À EDMONTON

Dicky Dikamba, le directeur général de Volontaires unis dans l'action au Canada (CANAVUA), un organisme communautaire d'Edmonton qui encourage le bénévolat et distribue, entre autres, des denrées alimentaires aux francophones dans le besoin, constate également une augmentation de l'insécurité alimentaire parmi les aînés résidant dans la capitale albertaine.

«Avec l'inflation, les personnes âgées figurent parmi les personnes les plus vulnérables de la société, ils n'ont pas assez de moyens pour subvenir à leurs besoins, c'est pourquoi la demande est toujours grande pour avoir accès à des paniers alimentaires», dit-il.

À l'instar de Céline Bossé, Dicky privilégie une approche communautaire pour faire face à ce défi persistant. Depuis le 30 octobre 2023, CANAVUA est engagé dans la mise en place d'un projet de deux ans, financé par l'initiative de financement fédéral *Bien vieillir chez soi*, qui vise à fournir des repas chauds directement au domicile des personnes âgées de la région d'Edmonton.

«Des bénévoles se chargeront de la livraison des repas, on a acheté une caravane toute neuve pour faciliter les déplacements», mentionne Dicky. En plus de la livraison de repas, ce véhicule pourra être utilisé pour accompagner les aînés dans leurs achats auprès d'épicerie spécialisées situées à une distance trop éloignée de leur domicile pour qu'ils s'y rendent seuls. «Il y a beaucoup de personnes âgées qui sont issues des communautés ethnoculturelles et qui voudraient magasiner dans des épicerie typiquement africaines ou tropicales», ajoute-t-il.

La Fédération des aînés franco-albertains de l'Alberta (FAFA), la Société des Manoirs Saint-Joachim et Saint-Thomas, ainsi que Sage Seniors Association collaboreront avec l'organisme communautaire pour réaliser ce projet.

Selon les chiffres préliminaires divulgués par CANAVUA, pas moins de 800 personnes pourront bénéficier de ces services au cours des deux prochaines années. Bien que le montant exact du financement n'ait toujours pas été formellement dévoilé, le directeur général mentionne qu'il s'agit d'un «montant significatif». Des services de ménage à domicile et d'aide au déménagement seront également mis en place grâce à cette initiative. ▲

GLOSSAIRE

LASSITUDE
Épuisement, état de grande fatigue



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ La médecine douce est de plus en plus populaire chez les aînés. Photo : Courtoisie

LA MÉDECINE DOUCE : UN REMÈDE INUSITÉ, MAIS APPROUVÉ PAR LES AÎNÉS

Les médecines alternatives gagnent en popularité parmi les personnes âgées en quête de soins doux et non invasifs. En plus de contribuer efficacement au maintien d'un corps en bonne santé, elles parviennent également à pallier la solitude fréquemment ressentie par les aînés et à apaiser les symptômes de certaines maladies courantes.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

QU'EST-CE QUE L'ARTHROSE ?

C'est une maladie des articulations qui occasionne souvent des douleurs aux mains, aux pieds, aux hanches, aux genoux et à la colonne vertébrale.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Bruno Schell est un massothérapeute spécialisé en orthopédie qui étudie aussi la médecine chinoise. Photo : Courtoisie

En règle générale, les médecines alternatives regroupent un éventail de pratiques qui se situent en dehors du champ de la médecine conventionnelle et des protocoles cliniques propres à notre système de santé.

L'acupuncture, le massage et la digitopuncture sont autant de déclinaisons de ces approches avec lesquelles le massothérapeute Bruno Schell s'est d'ailleurs familiarisé au cours des dernières années en étudiant la médecine traditionnelle chinoise. À sa clinique Strong Orthopedic and Wellness Massage à Calgary, il travaille surtout avec des personnes âgées qui sont à la recherche de traitements alternatifs pour soigner leurs maux.

«C'est le cœur de mon métier, les populations de 60 à 70 ans, j'en ai vraiment beaucoup. J'adore trouver des solutions pour les personnes qui ont des problématiques spécifiques en prenant en compte le corps de chacun, les restrictions de mobilité, etc.», explique-t-il.

DES TRAITEMENTS POUR TOUS LES MAUX

Ce Français d'origine constate que la massothérapie peut être particulièrement bénéfique pour les aînés qui souffrent de douleurs chroniques au niveau des lombaires, des hanches et du haut du dos. De plus, les personnes qui souffrent



«**CHACQUE PERSONNE EST DIFFÉRENTE, MAIS ON NE PEUT PAS FAIRE LES MÊMES TRAITEMENTS SUR UNE PERSONNE DE 30 ANS QUE SUR UNE PERSONNE QUI EN A 90.»**

Josette Larrivé

«**C'EST LE CŒUR DE MON MÉTIER, LES POPULATIONS DE 60 À 70 ANS, J'EN AI VRAIMENT BEAUCOUP.»**

Bruno Schell

d'arthrose pourraient aussi trouver un soulagement à leur condition puisque les massothérapeutes ont la capacité de manipuler les articulations et ainsi réduire les symptômes.

«Quand je vois des patients qui ont des douleurs spécifiques, j'essaie d'isoler le problème, de voir ce qui est endommagé et de redonner de la mobilité, dépendant de la condition que je traite. Il y a une grande étendue de conditions que je peux traiter», analyse le massothérapeute.

Mais la pratique de la massothérapie ne se limite pas seulement à soulager les personnes âgées qui ont des douleurs physiques. Certaines techniques de massage peuvent également contribuer au maintien de la masse musculaire qui a tendance à diminuer avec l'âge. D'autres approches sont adaptées pour offrir un moment de détente aux clients, notamment lorsqu'ils vivent du stress ou de l'anxiété.

«Il y a l'aspect mental et physique à prendre en compte», ajoute Bruno Schell, en rappelant que la massothérapie a aussi l'avantage de lutter contre l'isolement, un problème psychologique auquel les populations vieillissantes sont souvent confrontées. «Ce qui est excellent, c'est que lorsqu'on se fait masser, on passe du temps avec quelqu'un. Ça aussi, ça fait un très grand bien», mentionne-t-il.

ADAPTER SA PRATIQUE SELON L'ÂGE

Si la massothérapie peut favoriser le bien-être des personnes âgées, le spécialiste tient à noter, en revanche, qu'il vaut mieux

consulter un professionnel expérimenté qui a l'habitude de traiter les personnes âgées. Comme le métabolisme des aînés change beaucoup avec les années, les soins doivent souvent être adaptés. «En fonction des groupes d'âge, ce qu'on peut faire ne sera jamais pareil», résume Bruno Schell.

En effet, le seuil de tolérance à la douleur a tendance à augmenter avec les années, c'est-à-dire que la douleur sera perçue plus tardivement ou à moins grande échelle chez les personnes âgées. Il peut donc arriver qu'un client ne ressente pas de douleur lorsqu'une pression élevée est exercée pendant un massage, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'aucun dommage ne sera causé.

«Les personnes âgées ne signaleront pas forcément leur douleur, car ils ne la ressentent pas de la même façon, mais comme leurs os sont plus fragiles, des fractures peuvent survenir sans qu'on s'en rende compte. Il faut donc utiliser beaucoup de délicatesse au départ», souligne le massothérapeute.

Cette croyance est partagée par la docteure en sciences naturelles Josette Larrivé, une naturopathe qui s'est spécialisée en aromathérapie et dans le Tui Na. Cette discipline de la médecine chinoise traditionnelle prend en compte les méridiens, des canaux qui acheminent l'énergie vitale dans tout le corps et contribuent à maintenir l'équilibre physique et spirituel.

«Chaque personne est différente, mais on ne peut pas faire les mêmes traitements sur une personne de 30 ans que sur une personne qui en a 90. Vous allez la bouleverser complètement», s'exclame-t-elle

Installée en Alberta depuis deux ans, cette Française d'origine a longtemps résidé à Hawkesbury, en Ontario, où elle possédait sa propre clinique Aromaterii. Depuis quelques mois, elle rend visite aux résidents âgés de la villa Jean-Toupin, à Calgary, dans le but de leur offrir des soins de manière bénévole.

«Ce que je fais, c'est assez basique, car avec les personnes âgées, il faut faire très attention», rappelle-t-elle. La spécialiste raconte, entre autres, utiliser la digitopuncture lorsqu'elle effectue des soins, une méthode similaire à l'acupuncture, mais qui n'inclut pas d'aiguilles. Les points précis du corps sont stimulés manuellement avec la pression des doigts, ce qui contribue à rétablir l'équilibre des méridiens.

«C'est le corps qui se guérit lui-même. Avec la [digitopuncture], je mets le corps en guérison, mais c'est le corps qui se guérit dans les trois ou quatre jours suivant le traitement», explique Josette Larrivé.

Elle note que les traitements légers qu'elle a jusqu'à présent **prodigués** aux aînés ont déjà permis de soulager certaines de leurs «douleurs mécaniques» et d'apaiser l'inconfort des sciatiques de résidents aux prises avec de l'arthrose ou d'autres conditions qui causent de l'inflammation.

«Ça apporte un soulagement, c'est ce qu'on me dit. J'essaie aussi de remettre certains méridiens en place et de refaire partir le flux d'énergie pour des personnes qui souffrent de fatigue chronique», conclut-elle. ▲

Appel aux bénévoles

Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de partager quelque chose qui vous anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il dans ce journal?

ENGAGEZ-VOUS AVEC
LE FRANCO

PARTAGEZ VOS IDÉES À
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

GLOSSAIRE
PRODIGUÉ
Qui a été donné



↑ Crédit : Budding - Unsplash.com

LE CANNABIS MÉDICAL, UNE ALTERNATIVE À EXPLORER POUR LES AÎNÉS

La consommation de cannabis a beau être associée à l'usage récréatif de joints ou de vapeuses, de nombreux autres produits à base de cannabinoïde se révèlent être des solutions efficaces pour soulager les douleurs chroniques et traiter les symptômes d'anxiété et d'insomnie de manière naturelle. De plus en plus d'aînés, qui sont lassés par les effets indésirables de leurs médicaments d'ordonnance, se tournent désormais vers ces alternatives prometteuses.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

Petit lexique
du cannabis :
shorturl.at/fhmqy

GLOSSAIRE
PANACÉE
Remède universel
qui traite presque
tous les maux



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

« La population âgée de plus de 55 ans est l'un des groupes de consommateurs de cannabis médical les plus en croissance. C'est ce que je remarque dans mon travail », lance d'entrée de jeu l'infirmière Kala Sanmartin, propriétaire du cabinet indépendant The Cannabis Nurses + Co, qui offre du soutien et un accompagnement holistique à ceux qui souhaitent essayer ce traitement naturel.

Selon elle, de nombreuses raisons motivent les personnes âgées à explorer les bienfaits du cannabis médical. Certains d'entre eux souffrent de troubles graves du sommeil ou de douleurs chroniques et constatent que leurs somnifères ou narcotiques ne produisent plus les mêmes effets qu'auparavant. D'autres cherchent à atténuer des tremblements ou des symptômes d'anxiété, tout en évitant les effets secondaires indésirables associés à leurs médicaments d'ordonnance.

« Ces personnes âgées sont souvent très vulnérables, elles se tournent vers le cannabis, car tous les autres traitements qu'elles ont essayés ne fonctionnent plus. Elles sont curieuses d'en apprendre davantage, mais il y a encore de la peur et des mythes à défaire. Par exemple, consommer du cannabis médical ne signifie pas nécessairement être intoxiqué », explique l'infirmière.

Des produits topiques comme des lotions ou des crèmes à base de cannabis, d'ailleurs, représentent peu de risques d'intoxication, mais peuvent être très efficaces pour alléger les symptômes de l'arthrite. Les huiles, les capsules et les produits sublinguaux qui se dissolvent rapidement sont aussi très populaires chez les personnes âgées.

RETROUVER SA QUALITÉ DE VIE

L'accompagnement offert par l'entreprise de Kala Sanmartin aboutit souvent à des histoires touchantes. Récemment,



« LA POPULATION ÂGÉE DE PLUS DE 55 ANS EST L'UN DES GROUPES DE CONSOMMATEURS DE CANNABIS MÉDICAL LES PLUS EN CROISSANCE. »

Kala Sanmartin



« LES CONTRE-INDICATIONS SONT BEAUCOUP MOINS ÉLEVÉES QUE CELLES POUR LES NARCOTIQUES OU LES OPIOÏDES. »

Mireille Tessier

l'infirmière a travaillé avec un homme âgé contraint de prendre une panoplie de médicaments prescrits, dont de la morphine, en raison de multiples blessures physiques lui provoquant d'intenses souffrances. « Il n'était plus en mesure de sortir prendre un café avec sa femme ou de voir ses amis depuis très longtemps. Il se réveillait cinq ou six fois par nuit à cause de ses douleurs », raconte l'infirmière.

Après avoir bénéficié de quatre mois d'accompagnement, l'aîné a réussi à se sevrer complètement de ses médicaments d'ordonnance et de ses somnifères. Il dort désormais beaucoup mieux et est même capable d'utiliser son tracteur pour tondre la pelouse, ce qui a contribué à lui redonner une « belle qualité de vie ». « Sa femme m'a demandé si elle devait le réveiller, tellement il dort profondément. Je lui ai répondu : "Laissez-le dormir, le pauvre, il n'a pas dormi aussi bien que ça depuis trente ans" », raconte Kala Sanmartin en riant.

Un autre homme, âgé de quarante-deux ans, souffrait, quant à lui, de « terribles cauchemars » et de frayeurs nocturnes depuis la guerre de Corée. Il avait essayé trois sédatifs différents pour améliorer son sommeil, mais aucun d'entre eux ne fonctionnait. Grâce aux petites doses de cannabis que lui a suggérées l'infirmière, ce vétéran a finalement retrouvé un sommeil normal. Kala Sanmartin se remémore, la voix empreinte d'émotion : « Il m'a dit que pour la première fois depuis la guerre, il pouvait dormir sans faire le moindre cauchemar. C'est extraordinaire! »

SOULAGER LES PLUS GROS BOBOS

Mireille Tessier, anciennement propriétaire de la boutique de cannabis Daikoku à Edmonton, a développé un intérêt pour la plante médicinale au cours d'une période assez sombre de sa vie. « Ma curiosité est venue du fait que mes deux parents sont décédés du cancer du poumon. C'est une alternative que j'aurais beaucoup aimé leur présenter pour soulager leurs souffrances », mentionne-t-elle.

Au moment de la maladie qui a emporté sa mère, l'entrepreneuse a

cherché à convaincre le pneumologue de lui prescrire du cannabis pour soulager ses symptômes et lui offrir un certain répit. Réfractaire, ce dernier lui a fait savoir qu'il ne pouvait recommander à sa patiente, en toute bonne conscience, « de fumer du pot ». Il a finalement « opté pour le fentanyl » administré par voie transdermique « pour traiter sa douleur », déplore-t-elle.

C'est à ce moment-là que Mireille s'est rendu compte qu'il y avait encore beaucoup d'éducation à faire auprès du personnel médical sur les différents produits à base de cannabinoïde qui sont disponibles sur le marché. « On a beau penser aux joints quand on parle de cannabis, pour les soins médicaux, au contraire, la meilleure approche de procéder, c'est l'ingestion d'huile ou d'autres produits que l'on consomme de manière orale et ça soigne réellement la douleur. Le fentanyl, ce n'était pas nécessaire », souligne-t-elle.

Mireille ajoute que certains micro-cannabinoïdes tels que le CBD et le CBC peuvent traiter les symptômes de la dépression, fréquemment observés chez les personnes atteintes de cancer, et stimuler l'appétit pour aider les patients sous chimiothérapie à maintenir leurs habitudes alimentaires.

Loin d'elle l'intention de présenter le cannabis comme une **panacée**, l'entrepreneuse rappelle cependant qu'il existe des contre-indications pour les produits à base de cannabis et les personnes âgées doivent consulter un professionnel de la santé avant d'en consommer. « Les contre-indications sont beaucoup moins élevées que celles pour les narcotiques ou les opioïdes, mais le cannabis peut interagir avec certains médicaments », mentionne-t-elle.

En outre, certains médicaments d'ordonnance utilisés pour traiter des maladies cardiaques, le cholestérol élevé, de même que l'hypertension peuvent avoir des interactions négatives avec les dérivés de la plante.

Même son de cloche du côté de Kala Sanmartin qui encourage les aînés à faire appel à des professionnels plutôt que de se lancer dans des recherches par eux-mêmes ou de se rendre dans n'importe quel dispensaire de la province. « Ça peut être dangereux si on ne sait pas comment procéder. Par exemple, pour les personnes âgées, on pourrait penser que le THC a le plus d'interactions avec les médicaments, mais en réalité, c'est le CBD qui en a le plus », appuie-t-elle. ▲

PRIX D'EXCELLENCE DE LA PRESSE FRANCOPHONE



LAURÉATS 2023 DES PRIX D'EXCELLENCE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

réseau presse

Marc Poirier et Miléna Tremblay (Francopresse). Cette dernière a accepté le prix pour la chronique de Fennie au nom de Guillaume Deschênes-Thériault.

PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE

Prix Unis TV pour le **JOURNAL DE L'ANNÉE**
ACADIE NOUVELLE
(NOUVEAU-BRUNSWICK)

Prix d'excellence générale **Druide Antidote**
pour la qualité éditoriale
LE VOYAGEUR
(ONTARIO)

Prix d'excellence générale pour la qualité graphique
LE FRANCO
(ALBERTA)

Prix d'excellence générale de l'Université de l'Ontario
français pour la présence numérique
L'AURORE BORÉALE
(YUKON)

PRIX D'EXCELLENCE

Prix d'excellence **Power Law** pour
l'article d'actualité de l'année

LE GABOTEUR
(TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR)

Prix d'excellence de la Fédération
culturelle canadienne-française
pour l'article « Arts et culture »
de l'année

L'EAU VIVE
(SASKATCHEWAN)

Prix d'excellence de la Fondation
Dialogue pour l'article
communautaire de l'année

L'AQUILON
(TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

Prix d'excellence du Collège Boréal
pour l'éditorial de l'année

L'EXPRESS
(ONTARIO)

Prix d'excellence **La Cité** pour la
chronique de l'année

LE DROIT
(ONTARIO)

Prix d'excellence **Inkubo** pour la
nouvelle exclusive de l'année

LE VOYAGEUR
(ONTARIO)

Prix d'excellence du Réseau
des cégeps et des collèges
francophones du Canada pour la
« Une » de l'année

L'EAU VIVE
(SASKATCHEWAN)

Prix d'excellence pour la
photographie de l'année (ex aequo)

L'AURORE BORÉALE
(YUKON)

L'AQUILON
(TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

Prix d'excellence pour le projet
spécial imprimé de l'année

**LE COURRIER DE LA
NOUVELLE-ÉCOSSE**
(NOUVELLE-ÉCOSSE)

Prix d'excellence pour le projet
numérique de l'année

L'AQUILON
(TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

PRIX RECONNAISSANCE FRANCOPRESSE

Prix reconnaissance **Francopresse**
pour l'article de l'année

MARC POIRIER

Prix reconnaissance **Francopresse**
pour la chronique de l'année

**GUILLAUME
DESCHÊNES-THÉRIAULT**

RÉSEAU.PRESSE TIENT À REMERCIER TOUS SES PARTENAIRES
ET PLUS PARTICULIÈREMENT :



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

unis.w

Québec



Druide

Antidote

LE FRANCO

LA FRANCO-ALBERTAINE MARY MOREAU DEVIENT JUGE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Nouvellement assermentée à la Cour suprême du Canada, la juge franco-albertaine Mary T. Moreau s'est ouverte à Francopresse sur son histoire, son parcours et son engagement dans la francophonie canadienne.



FRANCOPRESSE



J'AI ÉTÉ NOMMÉE JUGE À L'ÂGE DE 38 ANS, ALORS QUE LES FEMMES COMPOSAIENT SEULEMENT UN QUART ENVIRON DE LA COUR.»

Juge Mary T. Moreau

GLOSSAIRE

LITIGE
Contestation donnant matière à procès

CHANTALLYA LOUIS
JOURNALISTE

F **FRANCOPRESSE** : Vous venez d'être assermentée en tant que juge à la Cour suprême du Canada. Vous êtes une fière Franco-Albertaine qui exerce le droit depuis près de 30 ans, mais qui est la femme derrière la juge Moreau?

JUGE MARY T. MOREAU : Je suis native de l'Alberta, sixième de huit enfants, un père franco-albertain avec un grand-père qui, lui, a déménagé du Québec aux Prairies et une mère anglophone avec du sang écossais et irlandais. Alors, je suis un produit d'une famille exogame. Les deux langues étaient utilisées à la maison durant ma jeunesse.

Je suis allée aux écoles bilingues, ce qui voulait dire 50 % en français, soit la limite prescrite par la législation provinciale à cette époque.

Par la suite, je me suis inscrite à une faculté francophone, le Campus Saint-Jean, de l'Université de l'Alberta, où j'ai suivi des cours en arts ainsi qu'en sciences, parce que je n'avais pas encore décidé ce que je voulais faire comme carrière.

Après quelques années, j'ai poursuivi mes études à l'École de droit de l'Université de l'Alberta.

J'ai été nommée juge à l'âge de 38 ans, alors que les femmes composaient seulement un quart environ de la Cour. À l'époque, des dispositions en vigueur du Code criminel exigeaient d'avoir des juges bilingues pour présider des procès en français. C'est ce qui, je pense, a été valorisé dans ma nomination.

Vingt-trois ans plus tard, j'ai été nommée juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, qui est maintenant la Cour du Banc du Roi.

FP : Vous avez un intérêt marqué pour le droit criminel et constitutionnel, mais vous avez aussi cofondé l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA). On peut comprendre que la francophonie a une place importante pour vous?

JUGE MARY T. MOREAU : Bien entendu, c'est mon histoire personnelle, la langue et la

culture, qui fait partie de moi.

Quand j'ai commencé à pratiquer à Edmonton, j'avais une clientèle mixte francophone et anglophone.

J'ai fait beaucoup de droit criminel en tant qu'avocate de la défense et c'est là où j'ai rencontré un client qui a voulu subir son procès criminel en français pour trafic de cocaïne.

C'est le début d'un long voyage, un parcours de quatre niveaux de tribunaux jusqu'à la Cour suprême pour établir le droit de cet accusé de subir son procès en français. À l'époque, les dispositions du Code criminel qui permettaient le procès dans l'une ou l'autre ou les deux langues n'avaient pas été proclamées en vigueur en Alberta.

C'était vraiment le lancement d'une carrière en droit constitutionnel ainsi qu'en droit criminel et en **litige** civil et familial.

Dans ma carrière d'avocate, j'ai aussi participé à l'affaire Mahé sur l'interprétation des droits de l'article 23 de la Charte des droits et libertés qui s'est rendue en Cour suprême. J'étais un des conseillers juridiques pour les appelants.

Quand j'étais juge de procès, j'ai présidé plusieurs causes et procès en français devant jury, y compris des affaires de droit criminel, et j'ai aussi présidé des procès en français, surtout comme juge suppléant, à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et à la Cour suprême du Yukon.

Alors, comme juge en chef, ça m'intéressait de créer plus d'espace pour l'accès à la justice dans les deux langues officielles, vu les dispositions du Code criminel sur l'offre de services en français.

Sous mon administration, on a développé une politique pour les services en français qui incluait les conseils, les avis enregistrés aux accusés à leur première comparution devant notre cour. Ils avaient la possibilité d'avoir un procès en français ou en anglais ou bilingue.

Ce sont des étapes comme ça qui, pour moi, suivaient la rigueur des dispositions du Code criminel.

Je pense qu'à la Cour suprême, les membres de la Cour ont différentes origines ethniques, géographiques, culturelles, et je pense que c'est une bonne

chose que la Cour contienne cette diversité pour que les gens puissent se reconnaître dans sa composition.

FP : Votre nomination a une valeur historique, car pour la première fois à la Cour suprême du Canada, il y a plus de femmes juges que d'hommes. Qu'est-ce que cela signifie pour vous?

JUGE MARY T. MOREAU : Pour moi, ça signifie une évolution importante. Les femmes constituaient un quart de ma classe en droit à l'Université de l'Alberta. Maintenant, les femmes représentent facilement la moitié des étudiants dans les classes de droit.

C'est une évolution à ce niveau-là. En matière du choix de carrière que j'ai fait comme avocate, les femmes étaient plutôt rares en droit criminel. On les voyait moins au niveau de la défense.

J'ai vu dans ma carrière, et surtout durant ma carrière de juge, que ça aussi, ça a évolué. Maintenant les femmes participent activement à la défense criminelle. Et comme juge, quand j'ai accepté une nomination à la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta, en 1994, on était environ un quart de femmes.

Maintenant, on est très très proches de 50 % des femmes à la Cour du Banc du Roi. C'est donc une autre évolution.

Je suis très très contente d'être dans un contexte où les femmes occupent maintenant une place majoritaire à la Cour, ce qui veut dire que l'évolution continue. J'espère qu'il y aura un moment où ça ne sera plus remarquable.

FP : Maintenant que vous êtes à la Cour suprême du Canada, quelle sera votre priorité?

JUGE MARY T. MOREAU : Comme j'ai dit au Comité parlementaire, c'est de rendre justice, d'écouter, de réfléchir dans un contexte qui est nouveau pour moi. J'ai beaucoup à apprendre, mais de rendre justice, je pense que c'est l'aspect le plus important pour que le public soit confiant dans le rôle des tribunaux et de la Cour suprême dans le système de justice.

Avec mon travail à l'international, la primauté du droit est quelque chose à nourrir tout le temps. Il ne faut pas le prendre comme acquis, même dans une démocratie très développée. ▲



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsmn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 16 novembre au 6 décembre 2023 : **me8g6dgi**

LE café SHOW
GENEVIÈVE POTVIN
SAMEDI 6h
ICI Première Oh*

accès emploi

SERVICES D'EMPLOI GRATUITS EN FRANÇAIS

202-8627 rue Marie-Anne-Gaboury (91 ST)
Edmonton AB T6C 3N1
780-490-6975
Sans frais : 1-866-490-6999
info@accesemploi.net
accesemploi.net
f @ in X

PLACEMENT EN EMPLOI

- Connexions avec les employeurs
- Cours d'appoint payés
- Ateliers d'anglais gratuits

PLACEMENT EN EMPLOI POUR LES JEUNES ÂGÉS DE 15 À 30 ANS

- Support financier durant la recherche d'emploi
- Financement pour les formations accréditées
- Subventions salariales offertes aux employeurs

PRÉPARATION À L'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS

- Rédaction/révision de CV
- Mentorat
- Stage d'observation en milieu de travail

SENSIBILISER LES FRANCOPHONES AU HARCÈLEMENT SEXUEL

Dans une étude récente menée en Alberta, près de la moitié des travailleurs ont déclaré avoir déjà été victimes de harcèlement sexuel dans l'exercice de leurs fonctions. Pourtant, il est alarmant de constater que seul un nombre infime de ces cas a été porté à l'attention des services des ressources humaines au sein des entreprises. Une formation gratuite, lancée en octobre par l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA), permet justement de sensibiliser les employés et les employeurs sur les procédures à suivre en cas de harcèlement sexuel en milieu de travail.

En mai dernier, le Workers' Resource Centre (WRC) a publié des résultats préoccupants sur l'état du harcèlement sexuel en Alberta. Les données recueillies révèlent que 49% des répondants ont fait l'expérience de harcèlement sur un lieu de travail et 61% ont déjà été témoins de tels incidents. Pourtant, seulement 7% des victimes ont déclaré avoir signalé ces incidents auprès des ressources humaines de leur entreprise.

Cet écart révèle aussi la nécessité d'une sensibilisation accrue des employés aux procédures à entreprendre en cas de harcèlement. Ainsi, le module d'apprentissage en ligne développé par l'AJEFA dans le cadre du projet national *Bienveillance du travail* tombe à point nommé, puisqu'il donne l'occasion à toutes les parties prenantes d'être mieux informées sur leurs droits et responsabilités. Celui-ci est disponible depuis le mois d'octobre.

«Le harcèlement sexuel est un domaine très complexe qui touche à la relation **interpersonnelle** entre les employés et les employeurs. Les scénarios et les cas de figure sont multiples et c'est pourquoi cette formation de l'AJEFA est importante», relate l'avocate Pauline Blais qui s'est occupée de la révision juridique du module.

UN MAL QUI PREND PLUSIEURS FORMES

Le harcèlement sexuel peut parfois se manifester comme un incident unique, mais il survient fréquemment sous la forme de comportements de nature sexuelle qui sont répétés, non désirés et pour lesquels la personne visée n'a pas donné son consentement. «Le consentement



est le terme clé dans tout ça», précise M^e Blais qui souligne qu'il faut cependant demeurer à l'affût, car, en raison de certaines différences culturelles et religieuses, un même comportement peut être interprété de manière divergente par différentes personnes.

«LE HARCÈLEMENT SEXUEL EST UN DOMAINE TRÈS COMPLEXE QUI TOUCHE À LA RELATION INTERPERSONNELLE ENTRE LES EMPLOYÉS ET LES EMPLOYEURS.»

M^e Pauline Blais

GLOSSAIRE

INTERPERSONNEL
Qui qualifie la connexion entre deux ou plusieurs personnes

La formation de l'AJEFA propose d'ailleurs plusieurs exemples afin d'aider les participants à mieux identifier les situations problématiques. Le harcèlement peut notamment revêtir diverses formes, qu'il soit de nature physique, verbale ou visuelle.

Dans tous les cas, lorsque les agissements ou

les paroles d'un collègue nous heurtent ou nous causent de l'inconfort, mieux vaut commencer par en parler directement à la personne qui fait subir ce comportement,

note M^e Blais. «On cherche à ouvrir le dialogue avec autrui, le questionner sur ses intentions, à moins que les agissements ne soient trop graves et que les circonstances ne le permettent pas, bien entendu», explique-t-elle. Les témoins, eux, sont aussi appelés à intervenir dans la mesure du possible en désamorçant certaines situations ou en offrant leur aide à leur collègue.

Si les comportements persistent après qu'une intervention claire et directe soit survenue, d'autres mesures doivent être prises. Il est généralement nécessaire de se référer à la politique interne de prévention du harcèlement sexuel de l'employeur afin de connaître les étapes à suivre. «La responsabilité des employeurs, c'est d'avoir des politiques en place, d'être à l'écoute des employés qui font des plaintes et faire des enquêtes [équitables], le cas échéant. Si le harcèlement s'avère, l'employeur doit ensuite prendre les actions nécessaires pour corriger la situation», ajoute Pauline Blais.

Parfois, il peut être préférable de porter plainte de manière formelle. En Alberta, différents recours sont possibles selon la gravité de la situation. Si les comportements allégués constituent une infraction criminelle, une plainte peut être déposée auprès de la police. Des cas

de harcèlement sexuel sont aussi portés devant la commission albertaine des droits de la personne (Alberta Human Rights Commission). «On peut aussi consulter un avocat en dernier recours», conclut Pauline Blais.



JUSTICE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

**Market Mall Executive
Professional Centre**

Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

PASSE-MOI LA RONDELLE

Viens célébrer la francophonie au Rogers Place

VS

**Dimanche 3 décembre
à 16 h**

**HYMNE NATIONAL BILINGUE
CHANTÉ PAR LA CHORALE
DE L'ÉCOLE NOTRE-DAME**

**DES PERFORMANCES DE DANSES
DE L'ASSOCIATION LA GIRANOLE
ET DU PONT CULTURAL BRIDGE**

\$22

PAR BILLET

\$2 IRONT AUX ÉCOLES DU CONSEIL
SCOLAIRE CENTRE-NORD

**PONT
CULTURAL
BRIDGE**
Connecting people to the community

**POUR PLUS D'INFORMATIONS
CONTACTEZ ALEX KIEFFER**

AKIEFFER@EDMONTONOILERS.COM
780-409-2473

**L'ASSOCIATION
LA GIRANOLE
D'EDMONTON**

INTÉGRATION entrepreneuriale réussie

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

**CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.**

LE DÉMARRAGE D'ENTREPRISE
N'AURA PLUS DE SECRETS
POUR VOUS!

Contactez-nous dès
maintenant pour prendre
rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@lecdea.ca.



Financé par :  Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Funded by:  Immigration, Refugees and Citizenship Canada



**Les aînés en savent
beaucoup, mais il y a
toujours plus à savoir.**

Pour vieillir en toute sécurité, renseignez-vous
sur les programmes, services et ressources
accessibles aux aînés.

Canada.ca/aines
1 800 O-Canada



LE JOUR DU SOUVENIR : UNE OCCASION DE PROMOUVOIR LA PAIX

Le 11 novembre est une occasion de rendre hommage aux anciens combattants, mais aussi de promouvoir une société pacifique afin d'éviter les conflits armés. Dans un contexte de tensions mondiales, trois experts partagent leur définition de la paix dans leur domaine respectif.



HISTOIRE

FRANCOPRESSE

Le 19 décembre 2016, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une déclaration sur le droit à la paix.

Depuis, «on demande que les États éliminent les menaces de guerre, qu'ils abandonnent le recours à la force dans les relations internationales», détaille Mona Paré, professeure titulaire à la Faculté de droit à l'Université d'Ottawa.

EYA BEN NEJM
JOURNALISTE

NÉGOCIER POUR ASSURER LA PAIX

Mona Paré, professeure titulaire à la Faculté de droit, section de droit civil, à l'Université d'Ottawa et experte en droit international, juge que «le droit international a un rôle beaucoup plus important aujourd'hui qu'il l'avait au début du XX^e siècle et avant, parce qu'il s'est énormément développé».

Depuis la signature de la Charte des Nations Unies en 1945, le droit international interdit l'usage de la force lors de conflits entre différentes entités en relations internationales.

«L'emploi de la force inclut l'agression armée, c'est à ça qu'on penserait en premier. Mais il y a aussi d'autres manières comme les menaces d'emploi de la force, des représailles [...], l'occupation militaire d'un territoire qui n'est pas le nôtre, la violation de frontières ou de lignes de démarcation internationale», informe-t-elle.

La Charte des Nations unies préconise plutôt la conclusion pacifique d'accords entre des États membres opposés par un conflit.

D'ailleurs, tous les États membres des Nations Unies doivent s'engager à respecter ce traité et à privilégier différents modes de résolution de conflits, comme la médiation, l'arbitrage, les tribunaux arbitraux et la négociation, indique Mona Paré.

Les États optent souvent pour la négociation, ce qui permet d'atteindre un consensus, rapporte la professeure. «Ça ne veut pas dire évidemment que les négociations réussissent toujours, [...] mais lorsque les négociations échouent, ça ne veut pas dire qu'on doit arrêter là non plus.»

LA FIN JUSTIFIE-T-ELLE LES MOYENS?

S'il est évident de soutenir la paix, «les moyens de l'atteindre divisent tout le monde», souligne Melchior Mbonimpa, professeur émérite en philosophie à l'Université de Sudbury, en Ontario.

«Les philosophes n'ont pas une définition de la paix qui leur serait commune. Ils ont beaucoup abordé la question par divers angles d'attaque», ajoute-t-il.

Pour Melchior Mbonimpa, il n'est pas possible de parler de paix sans aborder la question de la guerre. «Quand on est sûrs que faire la guerre ça va causer moins de dégâts que de ne pas la faire, il faut la faire. Il y a des moments où la paix à tout prix n'est pas bonne.»

Le philosophe prend l'exemple de l'invasion militaire du Cambodge par le Vietnam en 1978 pour mettre fin au régime communiste et violent des Khmers rouges dirigés par Pol Pot, qui a conduit au génocide de deux millions de personnes entre 1975 et 1979.

«Le Vietnam a décidé d'intervenir parce que le voisin était en train de décimer sa population [des Vietnamiens résidaient au Cambodge]. C'était une manière de sauver le reste, ce qu'il laissait de la population», explique le professeur.

Cela dit, «il ne faut pas non plus prendre des canons pour tuer des mouches», nuance-t-il.

COMPRENDRE LES VIOLENCES POUR CONSTRUIRE LA PAIX

La psychologie de la paix ne se limite pas à comprendre la violence des guerres. Elle s'intéresse aux divers aspects de celles-ci, comme les rapports sociaux, la structure, la culture, l'individu.

Selon Adelheid Nicol, professeure titulaire au Collège militaire royal du Canada à Kingston, en Ontario, plusieurs facteurs ne permettent pas d'instaurer la paix, notamment la violence épisodique et intermittente qui comprend les agressions entre les personnes, qu'elles soient verbales,

Le professeur Melchior Mbonimpa dresse un tableau chronologique de la définition de la paix selon divers grands penseurs :

Le philosophe italien Machiavel (1469-1527) voit la paix comme l'absence de guerre. Pour l'Anglais Hobbes (1588-1679), la paix n'est pas naturelle pour l'homme et donc elle doit être imposée. Le courant des Lumières définira ensuite la paix comme une absence de conflit entre les religions, mais le Prussien Kant (1724-1804) avancera que la paix est un phénomène plus considérable qu'une absence de conflit.

psychologiques ou physiques, «ainsi que des formes organisées de violence entre États, telles que la guerre, le génocide, le terrorisme».

Moins connue, la violence structurelle adopte une forme indirecte et continue dans le temps. Elle existe dans le système politique des États, ce qui entraîne des conflits, explique Adelheid Nicol.



GLOSSAIRE

SE FOCALISER

Se concentrer sur un objectif, un point particulier

Selon elle, «les pratiques discriminatoires, l'inégalité des revenus, les préjugés, le sexisme intégré dans le mode de fonctionnement des organisations, des gouvernements» sont autant d'exemples de violence structurelle.

Pour éviter la violence dans la société, il faut assurer une bonne gestion des conflits en favorisant les discussions pacifiques, estime Adelheid Nicol.

D'ailleurs, il est possible de distinguer des types de paix : la paix négative, qui tente de trouver des moyens efficaces pour éviter les guerres, et la paix positive, qui se focalise sur la réduction de tout risque de conflit, en améliorant les structures de la société, informe Adelheid Nicol. ▲




Vendredi

FOU

CYBER

Lundi

QUELQUES IDÉES

PARFAITES POUR

LE BAS DE NOËL

Plusieurs items en solde!

Recevez une plaque de voiture à l'effigie du drapeau franco-albertain avec tout achat de 60,00\$ et plus.

En vigueur du 20 au 30 novembre 2023



ACFA
BOUTIQUE

acfa.ab.ca/boutique
QUANTITÉS ET DISPONIBILITÉS LIMITÉES



Exercice
esprit critique
φ

CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

SALE TEMPS SUR LA PLANÈTE

Nous voilà bientôt à la fin de la deuxième année de la guerre qui oppose sur son sol l'Ukraine à la Russie. Mais les positions semblent désormais figées. À tel point que, lors d'un rare entretien accordé au journal *The Economist*, le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, a fait une déclaration assez surprenante, c'est le moins qu'on puisse dire : «Nos calculs devaient nous permettre d'atteindre la Crimée en 4 mois».

«

AU PAYS DE L'ONCLE SAM, LE FINANCEMENT DE LA GUERRE COMMENCE À SE RÉDUIRE.»

Étienne Haché

«

LA BANDE DE GAZA EST UNE PRISON À CIEL OUVERT.»

Étienne Haché

Ca contre-offensive menée par l'Ukraine depuis le printemps pour libérer l'est du pays semble visiblement piétiner; elle est du moins assez loin de la progression anticipée par l'état-major ukrainien des 30 km par jour. Choix tactiques discutables, troupes et moyens militaires insuffisants par comparaison à la puissance russe? Toujours est-il que de l'avis de nombreux experts, cette lenteur exaspère au plus haut point certaines chancelleries occidentales, dont les États-Unis où l'élection présidentielle de novembre 2024 approche à grands pas.

Au pays de l'oncle Sam, le financement de la guerre commence à se réduire. Le Pentagone ne disposerait actuellement que d'une enveloppe de 5,4 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine. La nouvelle présidence républicaine du Congrès, résolument pro-Trump, fait obstacle à toute contribution supplémentaire. Certes, le président Biden dispose d'un veto pour rejeter la proposition républicaine d'une aide massive à Israël et d'un budget pour contrer la puissance chinoise, sans soutien additionnel à l'Ukraine toutefois. Mais des sondages indiquent que le peuple américain semble également se lasser du conflit russo-ukrainien.

Vieux routier de la politique, Joe Biden espère toutefois gagner l'opinion publique en liant la défense d'Israël (14 milliards) à celle de l'Ukraine (61 milliards). Et pour cause, il n'y a pas que l'enlèvement du conflit russo-ukrainien qui inquiète l'Occident. Pendant que Vladimir Poutine continue de cracher sa haine et sa rage sur les terres ukrainiennes, à plusieurs kilomètres de là, au Moyen-Orient, Palestiniens et Israéliens se déchirent et s'entretuent. Pour l'instant, rien ne laisse présager une pause dans les hostilités.

UNE AUTRE GUERRE SANS FIN

La nature historique du conflit, du plan de partage de la Palestine par l'ONU le 29 novembre 1947 à la création d'Israël le 14 mai 1948, et plus récemment, le 7 octobre dernier, les terribles massacres perpétrés par le Hamas en Israël, ainsi que la réponse militaire musclée d'Israël dans la bande de Gaza ne sont pas sans risque d'un vrai conflit majeur.

Considérée comme la seule démocratie du Moyen-Orient, il est tout de même assez curieux et surprenant qu'Israël n'ait pas été capable de protéger ses frontières reconnues sur le plan international depuis 1948. Pourtant, l'actuel gouvernement du premier ministre Benjamin Netanyahu, constitué de ministres assez obtus et radicaux, notamment Itamar Ben-Gvir, le ministre de la Sécurité nationale et leader du mouvement d'extrême droite religieux Otzma Yehudit, n'a jamais eu la moindre retenue en ce qui concerne la poursuite et l'extension, illégale d'après le droit international, des colonisations juives en Cisjordanie. D'ailleurs, cette situation devient invivable pour les habitants locaux arabes de la Cisjordanie, qui se voient refuser l'accès à des routes réservées aux colons israéliens.

D'autre part, la bande de Gaza est une prison à ciel ouvert. En 1948, c'était une petite station balnéaire d'environ 300 000 personnes. Territoire administré à cette époque par l'Égypte, Israël en chassera pourtant les habitants au nom du retour des juifs en Terre sainte. Les Arabes qui restèrent et tous ceux qui purent y retourner par la suite seront entretenus par l'ONU en guise de compensation, à défaut d'une vraie solution politique.

On ne cultive ni ne produit quoi que ce soit dans ce territoire de la Palestine. Sous la protection de l'ONU, la population a largement augmenté. Si bien qu'aujourd'hui Gaza compte



↑ Photo : Merch Husey - Unsplash.com

environ 2,3 millions d'habitants sur un territoire de 365 km², dont 1,7 million d'entre eux sont des réfugiés. Qui trouvera encore normal, en 2023, qu'une population entière, dont plus d'un quart vit sous le seuil de la pauvreté et se trouve sans emploi, soit ainsi prise en étau, sans possibilité d'avenir et d'espoir à court, moyen et long terme?

LE FAMEUX PIÈGE

Il va de soi que la mouvance armée du Hamas se doit d'être combattue jusqu'à sa destruction complète, elle qui sert aussi les intérêts diaboliques du Hezbollah libanais, de la Syrie et de l'Iran. Les horreurs commises par la branche armée de ce parti politique palestinien dominant n'ont pas de nom. Mais Israël porte également la responsabilité du destin des Gazaouis; faute de ne pas avoir fait le choix plus tôt de remettre ce territoire à une responsabilité autonome. «Le fort n'est jamais assez fort pour être le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir». Ainsi parle Jean-Jacques Rousseau dans le *Contrat social* (livre 1, chapitre 3).

Le prix à payer aujourd'hui est donc lourd pour Israël. Le pays se trouve non seulement de plus en plus isolé sur la scène internationale pour sa gestion chaotique de ce qu'on appelle les territoires occupés. Comme si cela ne suffisait pas, par un brusque retournement de l'opinion publique internationale, voilà que les gouvernements étrangers, qui reconnaissent pourtant à Israël le droit de se défendre, s'étonnent dans le même temps que la campagne militaire menée par Tsahal dans la bande nord de Gaza fasse autant de victimes. Mais comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on considère que la bande de Gaza compte environ 6000 habitants au kilomètre carré? Voilà le parfait exemple d'une vaste hypocrisie de la part des partenaires d'Israël. Les politiques occidentales déjà malades au niveau national à cause de tensions internes et d'une gestion chaotique de leur pays pour certains finissent par contaminer la politique mondiale et les relations internationales. Chacun veille à la paix chez soi.

Israël, qui fait partie de notre héritage culturel depuis des temps immémoriaux, se trouve tout à coup, au 75^e anniversaire de son existence cette année, laissé à lui-même. Cela dit, en aucun cas

Israël n'acceptera qu'une puissance armée amie vienne combattre à ses côtés. Le destin du peuple juif, Israël l'assume seul, jusqu'au bout. Je ne sais pas si le **paradoxe** sera parlant, mais pour la petite histoire, c'est l'actuel gouvernement israélien, avec le soutien financier du Qatar, qui a volontairement contribué à l'ascension du Hamas au pouvoir en Palestine (depuis 2006). L'objectif de Netanyahu consistait à l'époque à affaiblir le parti de Mahmoud Abbas (le Fatah fondé en 1959 par Yasser Arafat).

La déception, mais aussi la colère des Israéliens, toutes allégeances confondues, contre le gouvernement Netanyahu ne tiennent donc pas seulement à l'incapacité du gouvernement de n'avoir pas su protéger l'État d'Israël et sa population. Elles ont aussi pour raison d'être que l'avenir d'Israël est sérieusement compromis sur le plan intérieur par des intérêts privés et des calculs politiques. Canadien et fier de l'être, j'estime que la situation actuelle en Israël doit absolument nous servir d'exemple, à nous, en tant que grande nation démocratique, soucieuse des droits et libertés de chacun. Que notre jeunesse, qui tend aveuglément vers Pierre Poilievre, sache bien à quel point l'intérêt personnel et l'ambition du pouvoir chez certains peuvent détruire une démocratie de l'intérieur.

QUELLE SOLUTION?

Quant à une solution pour une paix durable, nous en sommes encore très loin. Mais elle passe d'abord par un changement de toute la classe politique, israélienne aussi bien que palestinienne. Les jours de Netanyahu sont comptés, paraît-il.

Quant à Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne, lui et son organisation politique, le Fatah, sont usés par la corruption et nullement représentatifs. L'espoir que le Fatah, dont la charte reconnaît l'existence d'Israël, renaisse et redevienne le vrai parti palestinien du dialogue avec Israël, viendra avec une nouvelle direction à la tête de ce parti.

C'est le premier pas sur une longue route de reconstruction politique. Le premier pas à franchir afin de préserver le destin du peuple d'Israël et d'assurer la dignité du peuple palestinien, c'est-à-dire son droit à l'autonomie et à l'existence politique. ▲

GLOSSAIRE

PARADOXE

Soutenir une proposition en contradiction avec le bon sens

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

CHRONIQUE «PAN D'AFRIQUE»



↑ Photomontage d'Andoni Aldasoro avec des images de Dan Farrell et Steve Johnson - Unsplash.com

LA DIPLOMATIE, UNE SOLUTION POUR LA PROSPÉRITÉ DES AFRIQUES? LEÇONS CANADIENNES

Si le continent africain, pépinière des solutions aux problèmes économiques, sociaux et technologiques de la planète, a le potentiel de devenir «l'usine du monde» (Diop et coll., 2015), qu'est-ce qui explique qu'il peine à convertir sa capacité d'attraction en levier de prospérité?

«IL EST ÉVIDENT QUE L'AFRIQUE EST LIMITÉE PAR SA CAPACITÉ À PARTICIPER EFFICACEMENT AU DISCOURS POLITIQUE INTERNATIONAL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR ENCOURAGER LES ACTIONS CLIMATIQUES AUX NIVEAUX RÉGIONAL, NATIONAL ET INFRANATIONAL.»
Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa (AICCRA)



CHARLIE MBALLA
CHRONIQUEUR

D'arrière ce contraste se cache l'asymétrie de pouvoir dans les négociations avec les investisseurs étrangers et la question de la faiblesse des bénéfices tirés par les Afriques des accords internationaux passés. D'où la question du rôle qu'un pays comme le Canada peut jouer pour accompagner les efforts des États africains afin d'améliorer leur position de force dans les négociations.

Dans son rapport 2022 sur l'investissement dans le monde, la CNUCED révèle qu'en 2021, les investissements étrangers directs vers les pays africains ont atteint un niveau record de 83 milliards de dollars, soit «plus du double du total enregistré en 2020» (CNUCED, 2022). Le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas restent parmi les principaux joueurs.

C'est dans le domaine des mines que le Canada se distingue dans la région. Si en 2021, ses actifs miniers se trouvaient majoritairement en Amérique (Canada, Amérique du Sud, États-Unis, Mexique, Amérique centrale et les Caraïbes), l'Afrique est le second continent où l'on trouve le plus d'actifs miniers canadiens, d'après le baromètre RSE (confirmé par Ressources naturelles Canada).

C'est dire, à la suite de la Banque mondiale pour laquelle «l'Afrique a le potentiel de devenir "l'usine du monde"» (Diop et coll., 2015), tout l'intérêt géoéconomique du continent africain, lequel contraste pourtant avec la capacité des pays africains à tirer leur épingle du jeu. Dans le rapport sur les progrès de l'Afrique, publié par l'Africa Progress Panel (APP) en 2013, Kofi Annan affirme que des contrats mal négociés sont en partie responsables de l'aliénation des richesses de certains pays. Pour en arriver à cette conclusion, l'ancien secrétaire général des Nations unies fait l'argument que peu de gouvernements africains non seulement

négocient les conditions de concessions et de licences, mais aussi disposent des informations dont ils ont besoin pour évaluer l'étendue des réserves minérales et les coûts potentiels de l'exploitation (*Africa Progress Report*, 2013).

En 2017, la Commission des Nations Unies pour l'Afrique faisait remarquer que les pays africains sont constamment engagés dans la négociation de traités bilatéraux et multilatéraux et de plusieurs contrats pour l'exploration et le développement des ressources extractives, alors que la plupart d'entre eux ne disposent pas des capacités institutionnelles nécessaires pour garantir que les intérêts de leurs pays sont défendus dans le cadre de ces négociations.

En 2022, les experts du groupe Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa (AICCRA) faisaient la remarque suivante à propos de la diplomatie climatique : «Il est évident que l'Afrique est limitée par sa capacité à participer efficacement au discours politique international sur le changement climatique pour encourager les actions climatiques aux niveaux régional, national et infranational.»

La Banque africaine de développement (BAD), pour sa part, affirme clairement dans ses *Perspectives économiques en Afrique 2023* : «La faiblesse des bénéfices tirés par l'Afrique des accords internationaux passés est due en partie à sa capacité de négociation limitée, provenant de ses capacités limitées à inventorier ses ressources et à identifier et communiquer ses lacunes en matière d'assistance». Elle ajoute même que «la plupart des pays africains ne parviennent pas non plus à mieux négocier avec les investisseurs privés les avantages que pourraient leur procurer leurs ressources naturelles, en partie à cause de la difficulté de réaliser des études susceptibles de déterminer la valeur des réserves de ressources».

Pourtant, dans un contexte où les traces de la colonisation tardent à s'effacer, d'une part, et où la centralité du continent africain tend à faire de ce dernier la pépinière des solutions aux problèmes économiques, sociaux et technologiques de la planète, d'autre part, la question de la ca-

pacité de négociation, en l'occurrence en contexte diplomatique bilatéral et multilatéral, devient un enjeu de souveraineté et de prospérité.

Cette question replace la préoccupation pour les données et le partage des pratiques intelligentes, voire exemplaires, au cœur des défis permettant de connaître, de comprendre et de faire évoluer les Afriques.

UN MODÈLE CANADIEN DE NÉGOCIATION? DÉFINITION ET PERTINENCE POUR LES AFRIQUES

La négociation est considérée par les spécialistes comme remplissant une fonction d'art et d'instrument de diplomatie et la négociation raisonnée, une approche éprouvée d'éviction des conflits. Dans ce sens, les contrats que signent ou signeront les pays africains dans le contexte d'aujourd'hui impacteront l'avenir de tout le continent, et pour longtemps, dans cette région en pleine (re)construction et en quête de stabilité.

Quel rôle pour le Canada dans cette perspective?

Son style et ses attitudes ont fait du Canada un pays réputé pour sa culture pragmatique. Les Canadiens n'hésitent pas à partir de la négociation pour mettre en place des processus de résolution conjointe des problèmes et parvenir à des solutions mutuellement acceptables. Contrairement à certains contextes nationaux où le réflexe de régler les problèmes en s'affrontant est présent, la culture canadienne privilégie l'art du compromis et de l'arrangement.

Les Canadiens croient fortement au concept du gagnant-gagnant et s'attendent aussi à la réciprocité, au respect et à la confiance (Katz, 2017). Cette culture repose sur quelques déterminants parmi lesquels on retrouve : (i) un modèle non hiérarchique et non vertical de prise de décision; (ii) l'importance de la bonne foi dans les arrangements (se traduisant par le fait que dans les interactions humaines, et même dans le rapport que les dirigeants ont avec les administrés, le soupçon n'est pas premier, mais c'est la confiance qui prime, jusqu'à preuve du contraire); (iii) le bon usage du temps (en bon pays d'Amérique, time is money est un adage qui vaut son pesant d'or, bien que l'on soit prêt à investir plus de temps pour rassembler l'information nécessaire à la mise en place des conditions d'une relation de confiance [Katz, 2017]); (iv) le principe de légalité (consubstantiel à l'État de droit); (v) le respect dû aux contrats; et (vi) le rôle joué par les femmes dans les affaires.

Sachant qu'une meilleure compréhension des enjeux et des responsabilités de chacune des parties générera des contrats plus justes et des stratégies nationales plus équitables, le Canada détient une expertise pertinente à faire valoir.

Il existe, en l'occurrence, un modèle canadien de traité et d'investissement (TBI) en vertu duquel tous les nouveaux traités bilatéraux d'investissement Canada-Afrique prévoient l'arbitrage en cas de litige et contiennent un grand nombre de dispositions standard que l'on peut attendre d'un TBI, notamment le traitement national, le traitement juste et équitable, le libre transfert de capitaux et la protection contre l'expropriation.

Ce modèle se conjugue avec la stratégie de coopération économique Canada-Afrique proposée par le gouvernement canadien, misant sur une démarche commerciale inclusive et durable, ainsi que sur le renforcement d'un système de commerce international fondé sur des règles.

Les compagnies canadiennes présentes dans les Afriques s'illustrent(ont)-elles comme les «diplomates» à l'étranger de ce modèle, de cette stratégie et même de l'image du Canada? Difficile de répondre par l'affirmative, sous peine d'être contredit par certains acteurs de l'industrie minière pour lesquelles le continent africain se réduirait sinon à un «paradis sous terre» (Deneault et Sacher, 2012), du moins à un continent «à fric» . ▲

LEXIQUE

• **CNUCED** : Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.

• **Le baromètre RSE** : baromètre permettant de calculer la responsabilité sociale des entreprises.

Charlie Mballa

Titulaire d'un doctorat de sciences politiques de l'Université Paris-Panthéon-Assas (Paris II), Charlie Mballa est professeur adjoint en science politique au Campus Saint-Jean (CSJ), de l'Université de l'Alberta, où il enseigne depuis 2017. (Pour en savoir plus sur Charlie Mballa : lefranco.ab.ca.)

GLOSSAIRE

ÉQUITABLE

Qui concerne une appréciation juste, le respect absolu de ce qui est dû à chacun

DES PME FRANCOPHONES S'ÉPANOUISSENT DANS LE PAYSAGE ALBERTAIN

À la suite de la Semaine de la PME qui s'est déroulée du 15 au 21 octobre 2023 au Canada, la rédaction a décidé de s'entretenir avec deux entreprises dirigées par des femmes qui, à l'heure actuelle, font leurs premiers pas dans la communauté d'affaires francophone de l'Alberta.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE
BOUCHE-À-OREILLE
Transmission de l'information de personne à personne par la communication orale



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Avec la deuxième édition de sa campagne *Quoi de neuf?* lancée cet automne, le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA) a cherché à mettre en lumière les réussites et les projets actuels de certains membres de son réseau. Parmi les entreprises mises en vedette se retrouve MKL, une société spécialisée dans la conception visuelle dont Monika Larochelle est la tête pensante. Cette entreprise a doublé son chiffre d'affaires depuis 2022 et sa fondatrice célèbre ce mois-ci sa première année en tant qu'entrepreneure à temps plein.

«J'ai participé au Rendez-vous d'affaires (RVA) organisé par le CDÉA en mai [2022] et à partir de là, il y a eu un déclic. Ça s'est fait de manière organique, les choses se sont améliorées, j'ai rencontré plein de gens et, par le **bouche-à-oreille**, j'ai commencé à recevoir plusieurs appels de clients», relate-t-elle avec enthousiasme.

Celle qui avait initialement lancé son entreprise en 2019 explique avoir traversé des moments difficiles pendant la pandémie de COVID-19 et être repartie «carrément de zéro» après avoir perdu la majorité de ses clients durant cette période.

En quelque sorte, l'évènement de réseautage du printemps 2022 a joué un rôle essentiel en lui permettant de se rebâtir un réseau et de créer de nouveaux liens avec sept clients, «un rêve devenu réalité», mentionne l'entrepreneure.

Depuis, la demande pour ses services a explosé à un point tel qu'elle envisage désormais d'embaucher un assistant pour l'aider dans certaines tâches. «C'est un saut difficile à faire, mais cela va se concrétiser au cours de la prochaine année», précise-t-elle.

ÉCLOSION VERS L'AVENIR

Les mois à venir marqueront aussi une période de transition pour Monika qui finalise actuellement

la refonte complète de l'image de marque de son entreprise. Elle espère que cette démarche lui permettra de cibler une clientèle plus spécifique, dans un secteur clé qu'elle pourra annoncer prochainement.

Dans l'intervalle, l'entrepreneure aspire à continuer d'aider ses clients à communiquer leur message de manière fluide, en créant des visuels sur mesure, que ce soit pour des documents corporatifs, des propositions de services ou des rapports financiers, précise-t-elle. Elle aimerait également développer des connexions plus fortes avec la francophonie, un milieu qu'elle avoue avoir «peu» exploré depuis le début de ses activités.

«Comme ce sont les clients eux-mêmes qui me réfèrent, et la plupart sont anglophones, je n'ai pas encore beaucoup poussé dans la francophonie, mais je sais qu'il y a beaucoup de [débouchés] de ce côté-là, il n'existe pas beaucoup de designers graphiques qui travaillent en français en Alberta», souligne-t-elle.

NOUVELLE ÈRE DE CROISSANCE

Le vent de renouveau qui souffle sur l'entreprise de Monika Larochelle est également en train d'atteindre pardeux e-learning/gamification, une entreprise québécoise cofondée par Nathalie Lessard et Véronique Couturier en 2010. Cette société québécoise, qui excelle dans la création de formations en ligne et intègre l'interactivité et l'utilisation du jeu comme méthodes d'apprentissage, a étendu ses activités depuis quelques mois au marché albertain.

«On commence à attaquer ce marché. C'est tout récent. On a décidé qu'il fallait qu'on ose se faire connaître à l'extérieur du Québec. Pourquoi l'Alberta? C'est une province qui s'intéresse beaucoup à l'innovation, aux nouvelles technologies et à la réalité virtuelle augmentée. Et ça, c'est notre tasse de thé!», affirme Nathalie.

À l'est du pays, pardeux multiplie les collaborations avec plusieurs sociétés d'État comme Hydro-Québec ainsi que des sociétés sous

C'EST QUOI L'E-LEARNING ET LA GAMIFICATION

L'e-learning (apprentissage en ligne) est un type de formation en ligne qui utilise les nouvelles technologies pour améliorer les processus d'apprentissage. La gamification ou ludification, pour éviter l'anglicisme, consiste à utiliser les mécanismes du jeu dans d'autres domaines.

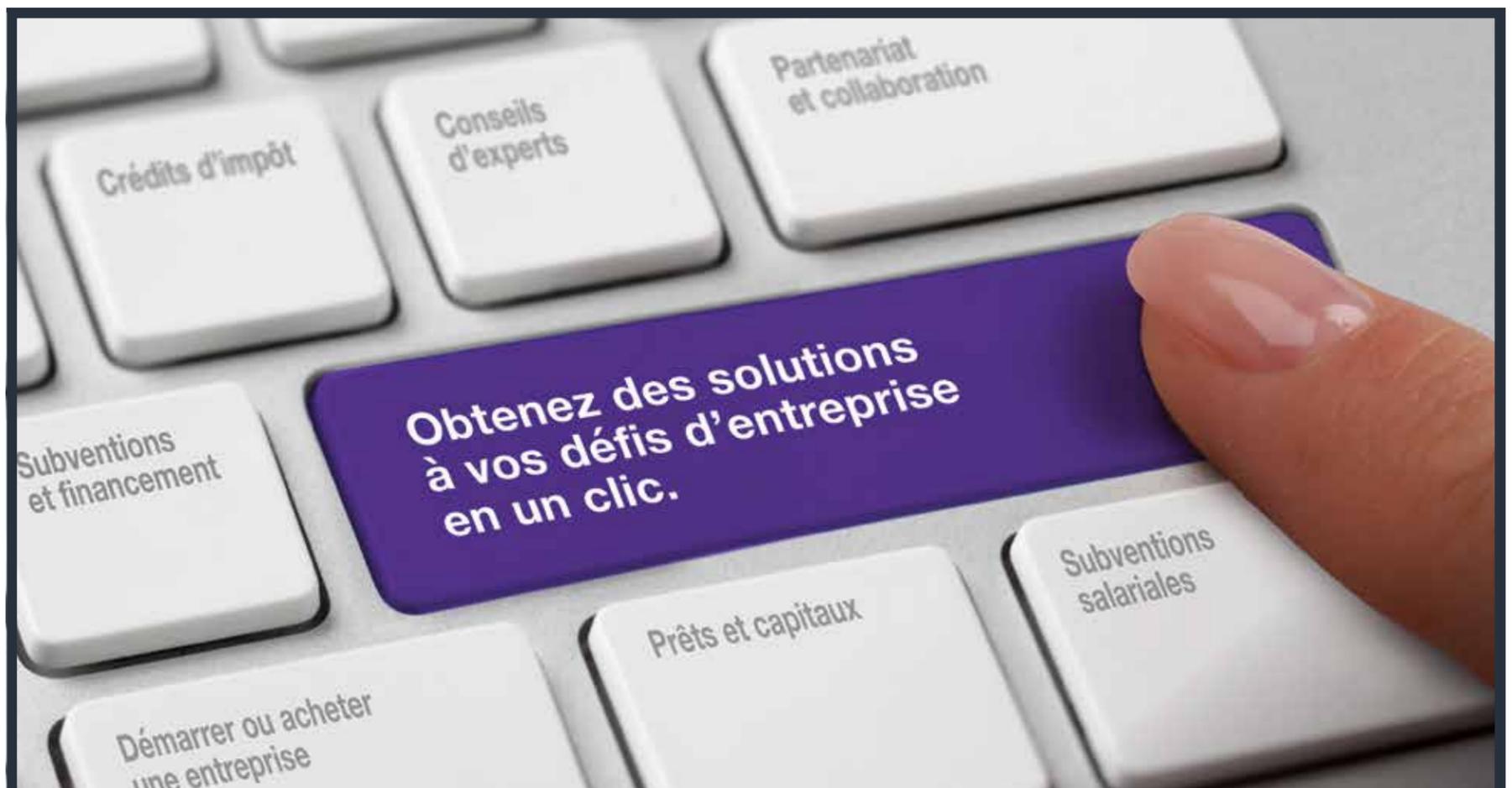
gouvernance fédérale telles que la Banque de développement du Canada (BDC). L'entreprise travaille également avec différents ministères et le secteur associatif.

Dans la province de la rose sauvage, la cofondatrice espère développer des formations en partenariat avec des universités, mais souhaite aussi investir certains secteurs comme ceux du tourisme et de l'environnement.

«On veut être de plus en plus présent sur le territoire pour aider les entreprises et les organismes à atteindre leurs objectifs en matière de formations interactives. Il n'y a pas beaucoup de sociétés comme la nôtre qui peuvent autant travailler en français qu'en anglais», note Nathalie Lessard.

Marion Plisson, la coordonnatrice pédagogique qui supervise les activités de pardeux en Alberta, confie que des conversations ont déjà eu lieu avec certains collèges et des universités pour développer des formations pédagogiques en lien avec la francophonie et l'autochtonie. «On a discuté, entre autres, avec la [polytechnique] Northwestern de Grande Prairie», mentionne cette résidente de Cold Lake.

Elle espère que d'autres occasions d'affaires pourront émerger au cours de la prochaine année grâce à des évènements auxquels l'entreprise prendra part, notamment le Purposeful Travel Summit à Banff en février 2023 et le Inventure \$ 2024 à Calgary en mai prochain. «Notre but est d'étendre des partenariats dans la francophonie et ailleurs aussi», dit-elle. «On veut collaborer sur des projets innovants», ajoute de son côté Nathalie. ▲



➤ Accédez facilement à de nombreux programmes pour le financement* et les ressources dont vous avez besoin à Canada.ca/soutien-entreprises

*Sous réserve d'admissibilité

Canada



↑ De nombreux jeunes écoutent avec attention les conseils de Valérie Jamga, travailleuse sociale agréée. Photo : Arnaud Barbet



↑ Ekaterina Semenova est une élève de onzième année à l'école des Hautes-Plaines située à Airdrie. Photo : Courtoisie

DES JEUNES PARTENT À LA DÉCOUVERTE DES MÉTIERS

Le 3 novembre dernier, des élèves de huit écoles du Conseil scolaire FrancoSud se sont rassemblés à La Cité des Rocheuses pour prendre part à la troisième édition du Salon des métiers. Cette initiative a été portée par la Maison Des Jeunes Francophones de Calgary (MJFC), un organisme affilié au Portail de l'Immigrant Association (PIA).

Lors de l'événement, les 175 élèves présents ont eu l'occasion d'échanger avec une dizaine de professionnels qui leur ont présenté leur travail. De plus, les kiosques de plusieurs établissements postsecondaires ont permis aux jeunes de recueillir des informations cruciales concernant les programmes proposés, les frais de scolarité, et d'autres détails importants en vue de leur inscription future.

«Récemment, on constate que les jeunes qui terminent [le secondaire] sont un peu perdus, ils essaient de naviguer à travers la fin de leurs études tout en se questionnant sur la prochaine étape à suivre. L'objectif avec l'événement, c'est de les aider à les orienter en leur faisant découvrir diverses professions et en leur donnant l'opportunité de poser leurs questions aux universités», raconte Hind Mansouri, coordonnatrice de la MJFC.

Partenaire du PIA, elle mentionne avoir eu un énorme coup de cœur pour les tests de personnalité qui étaient offerts en ligne tout au long de l'événement. Cette nouveauté a semblé avoir séduit les jeunes. «C'était bien de les voir scanner le code QR et de s'asseoir pour prendre le temps de remplir le formulaire et découvrir quelle profession serait idéale en fonction de leurs traits de caractère», mentionne-t-elle.

Un autre moment phare de la journée, explique Hind, a été sans contredit la conférence donnée par Marie Colard Lanquetin, propriétaire de l'entreprise d'accompagnement en orientation professionnelle Hoomaka Academy. «Elle a encouragé les jeunes en leur disant qu'il y avait plusieurs opportunités et ouvertures sur le marché [de l'emploi] pour eux présentement; c'était vraiment intéressant ce qu'elle a partagé», rapporte la coordonnatrice enjouée par la réussite de l'événement.

AIDER LES JEUNES À PRENDRE DES DÉCISIONS CONSÉQUENTES

Après avoir fait carrière dans la vente et l'industrie en Europe francophone, Marie Colard Lanquetin a travaillé en tant que spécialiste de recrutement au Québec et en Alberta. Elle se consacre

actuellement à prodiguer des conseils aux adolescents pour les orienter dans leurs choix de carrière. Au cours de sa conférence, elle a principalement partagé des observations qu'elle a recueillies sur le marché de l'emploi au fil de ses expériences professionnelles.

Elle constate, notamment, que près de la moitié des jeunes sont déçus de leur premier emploi. C'est pourquoi l'accompagnement en orientation peut être bénéfique. «Il y a également un décalage entre ce que les jeunes apprennent à l'école et ce dont ils ont besoin sur le marché du travail», ce qui n'aide en rien la situation, explique Marie.

Cela sans compter le conflit **intergénérationnel** qui existe entre les employés de la nouvelle génération et leurs employeurs. «Ils ont du mal à se comprendre», résume la spécialiste.

DÉMYSTIFIER LES CARRIÈRES JURIDIQUES

Florentine Ngarambe, une agente juridique de l'AJEFA qui était présente en tant que professionnelle lors du Salon des métiers, a été impressionnée par le nombre d'élèves qui ont visité son kiosque et lui ont posé des questions dans l'espoir d'en apprendre davantage sur les métiers de son domaine.

«C'était magnifique, plus d'une centaine sont venus me voir. Je leur ai donné un maximum d'informations sur

les options envisageables pour ceux qui aspirent à une carrière de juriste», relate-t-elle. Un des mythes à déboulonner avec la jeune génération est une perception limitée selon laquelle la seule carrière possible dans le domaine juridique serait celle d'avocat, précise-t-elle. «Ici, en Alberta, il y a 15 carrières que l'on peut exercer si on est juriste.»

D'après Florentine, deux élèves sont restés plus longtemps que les autres à son kiosque pour poser des questions sur le droit international. Parmi eux, Ekaterina Semenova, une élève de onzième année à l'école des Hautes-Plaines à Airdrie. Cette dernière mentionne avoir grandement apprécié les éclaircissements fournis par la juriste. «Ça me donne plus de détails sur le genre de chemin que je dois suivre si je choisis le droit international», souligne-t-elle.

Cette francophone d'origine russo-colombienne envisage également une carrière en journalisme, ce qui lui apporterait plus de «flexibilité» dans le choix de son programme universitaire. «J'aime le fait qu'en étudiant en sciences politiques, je pourrais devenir journaliste. Je n'ai pas besoin d'étudier nécessairement dans un programme spécialisé», analyse-t-elle.

Bien que cette jeune élève ait apprécié son expérience au Salon des métiers, notamment en raison de l'espace théâtre de La Cité des Rocheuses, qui rendait l'atmosphère conviviale et confortable pour tous, elle souligne néanmoins le manque de variété dans les professions présentées. «Policier, pompier, ingénieur... Ce sont des métiers plus classiques, j'aurais aimé ça partir à la découverte d'autre chose», laisse-t-elle entendre. ▲



IL Y A ÉGALEMENT UN DÉCALAGE ENTRE CE QUE LES JEUNES APPRENNENT À L'ÉCOLE ET CE DONT ILS ONT BESOIN SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.»

Marie Colard Lanquetin

GLOSSAIRE

INTERGÉNÉRATIONNEL
Qui concerne les relations entre générations



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPIRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEURE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, CHANTALLYA LOUIS,
CHARLIE MBALA, EYA BEN NEJM

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada





↑ Plusieurs membres de la communauté étaient présents lors de la pelletée de terre, dont Stéphan De Loof (deuxième à gauche), Arnaud Goa (conseiller du Conseil scolaire FrancoSud) et la députée provinciale de Calgary-Shaw, Rebecca Schulz (au centre). Photo : Michael Orlan

PREMIÈRE PELLETÉE DE TERRE POUR LE NOUVEAU COMPLEXE SCOLAIRE DE SILVERADO

Le 27 octobre dernier, des représentants du Conseil scolaire FrancoSud, des membres de la communauté francophone et des élus se sont rassemblés dans le quartier Silverado pour célébrer la première étape de la construction d'un tout nouveau complexe scolaire de grande envergure.



ÉDUCATION

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Ce projet, d'une valeur estimée à 28 millions de dollars, comprendra des infrastructures pour deux niveaux d'enseignement : le primaire, de la maternelle à la sixième année, et le secondaire, de la septième à la douzième année. Chacun de ces programmes scolaires pourra accueillir jusqu'à 350 élèves.

Selon Stéphan De Loof, directeur exécutif des opérations, des infrastructures et du transport, les installations du nouveau complexe scolaire établissent un précédent exceptionnel pour le FrancoSud. «C'est vraiment un projet qui va être dynamique et [esthétique]. Ça a de quoi rendre fière la communauté francophone, mais aussi l'ensemble de la population de Silverado. On est heureux de produire un projet hors de l'ordinaire, c'est assez spécial qu'on ait un complexe scolaire de cette [envergure]», mentionne-t-il.

Il prend le temps, d'ailleurs, de souligner le travail **d'arrache-pied** de toute la communauté scolaire et d'exprimer sa gratitude envers la députée provinciale de Calgary-Shaw, Rebecca Schulz, pour sa collaboration et son dévouement tout au long du projet. «On a eu beaucoup de soutien de sa part pour que ça se concrétise

et c'est important de maintenir ce genre de relations pour le futur», ajoute-t-il.

Les installations incluront notamment deux gymnases, un pour le niveau primaire et un autre pour le secondaire, ainsi qu'un laboratoire de sciences et des salles dédiées aux cours à option, tels que la mécanique, la soudure et les médias. Fait «exceptionnel», le complexe scolaire sera également équipé d'un auditorium pour les rassemblements et les spectacles, une première pour une école du Conseil scolaire Francosud, s'enthousiasme Stéphan De Loof.

Il souligne que l'auditorium pourra être loué par des organismes communautaires pour des événements, ce qui permettra de maximiser l'utilisation de l'infrastructure. «Quand tu y penses 28 millions pour 200 jours d'école, c'est un gros investissement. Pourquoi pas utiliser l'infrastructure pendant l'été, pour organiser des camps, etc.», réfléchit-il tout haut.

Notons que des espaces pour une prématernelle et pour un service de garde francophone seront aussi inclus dans la construction grâce à une subvention du gouvernement fédéral.

FORTE PRÉSENCE FRANCOPHONE DANS LE SUD DE CALGARY

La communauté de Silverado a été choisie comme emplacement privilégié par le Conseil scolaire pour plusieurs raisons, mais notamment en raison de la présence grandissante de francophones dans le sud de la ville. «Il y a de plus en plus de familles qui parlent le français qui choisissent de s'établir dans la région sud», explique le directeur exécutif.

Au niveau géographique, ce quartier résidentiel a aussi l'avantage d'être assez central, ce qui facilitera l'accès en voiture aussi bien pour les habitants de l'est que pour ceux de l'ouest de la région sud. «En sachant qu'on positionne l'école dans un endroit où la croissance francophone est grande, où le transport se fait bien, on n'a pas de doute qu'on va remplir l'école», poursuit Stéphan De Loof.

Le complexe scolaire devrait ouvrir ses portes en septembre 2025 et le processus

d'inscription débutera l'année précédente. Pour déterminer quelles familles résidant dans quelle région pourront envoyer leurs enfants à l'école Silverado, le Conseil scolaire FrancoSud devra d'abord définir de nouvelles frontières.

Compte tenu de la saturation de l'école de la Source, qui accueille des élèves de la maternelle à la douzième année, dont l'établissement est également situé dans le sud de la ville, il est possible que certains élèves soient amenés à changer d'école. «Lorsqu'on va établir nos nouvelles frontières, il va peut-être avoir des changements, mais on doit encore avoir des discussions sur le sujet», précise toutefois le directeur exécutif. ▲



GLOSSAIRE

D'ARRACHE-PIED
Acharné, avec beaucoup d'efforts

Projet diversité féminine (DFD)

Une exploration des femmes artistes dans les arts visuels des communautés autochtones, noires et de couleurs.

Pour plus d'information, contactez notre muséologue, Elissar Abou Diab :
museologist@wamsoc.ca

Heures d'ouverture : mer, jeu et ven
de 10h30 à midi et de 13h à 17h

116 et 118, 8627 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton (AB) T6C 3N1

wamsoc.ca | 780 803 2016 | info@wamsoc.ca



women's art museum

La santé en français:
Essentiel !

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

RSA
RÉSEAU SANTÉ ALBERTA

Tout pour améliorer
l'accès aux services
de santé en français

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE? NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton



Association des
Juristes d'expression française
de l'Alberta



↑ Les futures installations comprendront, entre autres, deux gymnases, un laboratoire de sciences, des salles dédiées aux cours à option et un auditorium. Photo : GGA-Architecture



↑ L'équipe au grand complet. Photo : Courtoisie



C'EST UNE OPPORTUNITÉ INCROYABLE POUR CES JEUNES JOUEURS DE S'ÉPANOUIR AU SOCCER.»

Lamine Niang



NOS JEUNES FONT PREUVE D'UNE BELLE MATURITÉ DANS LEUR JEU.»

Lamine Niang

ENTRE PASSION ET FUSION DU BALLON ROND, UN SPORT-ÉTUDES À L'ÉCOLE ALEXANDRE-TACHÉ

Le club de soccer à vocation francophone, Edmonton Fusion FC, a établi un partenariat novateur avec l'école Alexandre-Taché à Saint-Albert : un programme sport-études avec option soccer. Cette collaboration offre aux jeunes joueurs une occasion de développer davantage leur passion et leurs compétences pendant les heures d'école, mais aussi en dehors.



Dans un contexte «post» Coupe du monde à laquelle le Canada a participé après 36 ans d'attente, le soccer jouit d'une popularité croissante au pays. Plus près de nous, le soccer, sport le plus populaire dans la francophonie internationale, continue de créer des ponts.

Si le programme sport-études existe depuis plusieurs années à l'École Alexandre-Taché et permet aux élèves de s'initier à plusieurs sports, l'option soccer a été revampée en 2022 grâce à la collaboration du club Edmonton Fusion FC.

Étalée sur plusieurs semaines, entre début octobre et fin novembre, chaque mardi et jeudi matin, une première expérimentation pilote avait alors été envisagée : un succès.

UN PROGRAMME DANS SA DEUXIÈME ANNÉE

Pour 2023, l'objectif est de consolider et d'étendre ce programme en intégrant une équipe U13 (under 13 ou moins de 13 ans) dans une ligue locale. Les deux séances d'entraînement pendant les heures d'école, couplées à une séance après-école le vendredi soir et les matchs du samedi, offrent aux élèves l'occasion de vivre une expérience de développement sportif **holistique**.

«C'est une opportunité incroyable pour ces jeunes joueurs de s'épanouir au

soccer. Ce partenariat nous permet de les encadrer de manière complète, en mettant l'accent sur leur développement personnel autant que sportif», déclare Lamine Niang, instructeur du volet sport-étude soccer et entraîneur de l'équipe U13. «Cette première équipe est mixte, mais on espère pouvoir avoir des équipes masculines et féminines un jour», ajoute-t-il.

Philippe Bourque, parent et supporteur de l'équipe, exprime son optimisme. «Nous sommes ravis de les voir évoluer dans ce programme sport-études puisqu'il sort les enfants du milieu scolaire. Cela les aide à grandir en tant que personnes et en tant que joueurs de soccer», précise-t-il.

«Nous, les francophones, sommes minoritaires. C'est bien de pouvoir jouer au soccer et montrer qu'il y a aussi de bons joueurs qui parlent français», partage-t-il enthousiasmé par l'initiative. Celle-ci permet effectivement de maximiser les activités en français des enfants.

LA PROMOTION DE LA FRANCOPHONIE À TRAVERS LE SOCCER

Un élément particulier dans ce projet est la promotion de la francophonie avec l'intégration de matchs de l'équipe U13 au sein d'une ligue. Des matchs qui se déroulent en dehors du cadre scolaire. Cette initiative ne se limite pas à la pratique du soccer, elle sert également de vecteur pour préserver et valoriser la langue française dans un environnement sportif anglophone.

La création d'équipes francophones au sein de ligues anglophones offre aux jeunes la possibilité de pratiquer leur sport préféré tout en perfectionnant leurs compétences linguistiques en français. Cela renforce les liens entre la communauté francophone et la culture du soccer tout en élargissant les horizons des jeunes joueurs. Le fait que des équipes francophones existent déjà au sein des ligues scolaires illustre l'engagement continu en faveur de la promotion de la francophonie.

Ce projet ouvre des portes pour les jeunes talents qui aspirent à jouer au soccer tout en préservant et en célébrant leur identité francophone. Il encourage l'intégration culturelle tout en créant un environnement inclusif où la diversité est valorisée.



J'ÉTAIS CONTENTE, UN PEU SURPRISE ET SURTOUT FIÈRE DE MOI!»

Eléonore Bourque

↑ Eléonore Bourque, joueuse et auteure d'un but lors du premier match. Photo : Courtoisie

UNE SAISON QUI DÉBUTE EN TROMBE

Le début de la saison pour l'équipe U13 a été tout à fait remarquable. Après trois matchs, l'équipe a accumulé trois victoires, démontrant ainsi la détermination et la qualité de jeu des joueurs. L'équipe a réussi à inscrire un total de 23 buts et a montré sa solidité défensive en encaissant que trois buts.

Lamine Niang partage son enthousiasme pour ce bon début de saison. «Nos jeunes font preuve d'une belle maturité dans leur jeu. C'est très positif pour une équipe qui apprend encore à se connaître. Leur potentiel est indéniable et ils travaillent sérieusement pour arriver là où ils en sont.»

Eléonore Bourque, joueuse et auteure d'un but lors du premier match, en est un exemple parfait. «J'étais contente, un peu surprise et surtout fière de moi!» ▲



GLOSSAIRE

HOLISTIQUE
Se dit d'une approche globale qui tient compte des dimensions physique, mentale, émotionnelle, familiale, sociale et culturelle



↑ Lamine Niang, l'instructeur et l'entraîneur de l'équipe U13, en plein discours d'avant-match. Photo : Courtoisie.

LE FRANCO EN COLLABORATION AVEC AVEC L'EDMONTON FUSION FC